

MASSACRES EXQUIS OU COMMENT L'INDONÉSIE FIT RETOUR AU MONDE LIBRE (1965-1966)

PATRICE JORLAND *

Sous prétexte de déjouer un soulèvement, une junte militaire s'installe au pouvoir à Jakarta au soir du 1^{er} octobre 1965. La répression commence immédiatement. Débutés en octobre 1965, les massacres se prolongèrent tard l'année suivante. Fort de trois millions d'adhérents et d'une vingtaine de millions de membres d'organisations de masse, ce qui faisait de lui le parti communiste le plus puissant hors du monde socialiste, le PKI fut brisé en quelques mois, sans offrir de résistance un tant soit peu organisée. Le président Sukarno se retrouva rapidement privé de toute autorité, puis démissionné. Dès 1966, l'Indonésie pouvait faire retour au « monde libre » et s'en montrer un élève modèle.

Les ombres du théâtre

Quarante ans après, l'événement semble ne jamais s'être produit, tant est réduite la place qui lui est accordée, à l'extérieur de l'archipel, par les manuels d'histoire et les ouvrages de relations internationales.

On laisse entrevoir la portée de l'événement – un « réalignement » favorable au « monde libre » –, mais sans insister davantage, afin sans doute de ne pas avoir à reconnaître les voies ni à avouer le prix d'une victoire aussi remarquable. Pourtant, « le régime militaire et pro-occidental » qui s'est installé par ce nettoyage radical n'a pas cherché à nier l'hécatombe, quand bien même il en a, lui aussi, constamment minimisé l'ampleur. Il s'en est réclamé en donnant, dès les premières heures, une version des faits qui lui permettrait de la commettre, version que, pendant des décennies, il ne cessera d'inculquer à la population, par la loi et les décrets, par les discours et les émissions télévisées, par les bandes dessinées et les manuels scolaires, par la rumeur renouvelée, par l'instrumentalisation de

* HISTORIEN-GÉOGRAPHE

croyances, représentations et symboles, afin de diaboliser les victimes, présentées bien entendu comme des agents de l'étranger et, pire encore, comme des impies, des démons assoiffés de sang, des sorciers saisis par le stupre, victimes nécessaires parce qu'elles s'étaient engagées dans une vaste entreprise de destruction de l'ordre social et moral. Qui plus est, peu de temps après, la superpuissance victorieuse voudra acter son succès, sur le mode de la retenue satisfaite, par la publication exceptionnelle d'une analyse de la CIA ¹.

160

A Jakarta, dans la nuit du 30 septembre 1965, des unités composées d'un bataillon de la garde présidentielle (*Cakrabirawa*), commandé par le lieutenant-colonel Untung, et de deux bataillons (454 de la division *Diponegoro* et 530 de la division *Brawidjaja*) qui devaient participer, le 5 octobre, à la célébration du Jour des forces armées, prennent le contrôle de la place Merdeka, « point stratégique de la capitale, sur laquelle donnent le palais présidentiel et le bâtiment de la radio et des télécommunications » ². A 7 heures du matin du 1^{er} octobre, une déclaration radiodiffusée révèle qu'un « mouvement du 30 septembre » a voulu déjouer un complot ourdi par des généraux corrompus et enivrés de pouvoir, que ceux-ci ont été arrêtés, que le président Sukarno, dont la ligne sera maintenue, est protégé, que les institutions sont préservées et que les organisations politiques restent libres d'agir. Six membres du « Conseil des généraux » félon, le général Yani, chef d'état-major de l'armée de terre et ses lieutenants, dont l'arrestation venait d'être annoncée, seront en fait tués, trois au moment de leur capture et les trois autres à proximité de la base aérienne voisine d'Halim, les corps des uns et des autres étant jetés au fond d'un vieux puits inutilisé. Le ministre de la Défense, le général A.H. Nasution, échappe par miracle à la centaine de soldats qui entourent sa maison et parvient à se mettre à l'abri, avec cependant une cheville brisée. Un deuxième communiqué des mutins sera diffusé vers 14 heures, qui annonce la constitution d'un Conseil de la révolution de 45 membres, à la composition politique très hétéroclite. Emmené à la base d'Halim, le

¹ CIA, Directorate of Intelligence, 1968 : « *Indonesia – 1965, The Coup that Backfired* » (« Indonésie, 1965 : Le coup d'État qui s'est retourné contre ses auteurs »). La date de parution peut laisser penser que la publication cherchait aussi à compenser les difficultés auxquelles se heurtait la politique américaine au Vietnam.

² Françoise Cayrac-Blanchard, *Indonésie, l'armée et le pouvoir*, L'Harmattan, Paris, 1991, p. 59. *Merdeka* signifie « indépendance ».

président Sukarno se désolidarise très vite du « mouvement du 30 septembre », auquel il demande de cesser son action, et nomme le général Pranoto à la tête de l'armée de terre, qui vient d'être décimée. Fait très étonnant, les mutins ne se sont pas souciés de ce que pourrait être la réaction des principales forces basées dans la capitale, à savoir la garnison de Jakarta et la Réserve stratégique de l'armée de terre (KOSTRAD) dont le commandement jouxte de surcroît la place Merdeka. En moins de vingt-quatre heures, son chef, le général Suharto, prend le contrôle de la situation, sans véritable effusion de sang à ce stade.

A suivre la version officielle, la deuxième étape fut l'exhumation, le 4 octobre, des corps des généraux jetés au fond du « trou des crocodiles ». On les aurait découverts énucléés et castrés, mutilations commises par des militantes du mouvement des femmes *Gerwani* présentes à la base d'Halim, qui se seraient livrées, nues, à ce qu'on appellerait en Occident de sanglantes bacchanales. Des funérailles nationales furent organisées le 5 octobre, le Jour des Forces armées. L'ordre fut alors donné de briser le PKI et ses organisations de masse, coupables de cette atteinte à l'armée nationale³.

Les massacres avaient déjà débuté à Aceh, bastion islamique du nord de Sumatra, où les communistes ou supposés tels furent liquidés, femmes et enfants compris. Le 8 octobre, une grande chasse aux militants et aux dirigeants du PKI est lancée à Jakarta et le siège du Comité central y est saccagé. A partir de cette date, le nettoyage se fera de proche en proche, Java, Bali, les plantations de Sumatra, les îles et archipels périphériques, selon quasiment le même schéma. Les unités de l'armée de terre engagent le processus, notamment les commandos parachutistes (RKPAD) du colonel Sarwo Edhie qui jouèrent un rôle de fer de lance mobile, en procédant elles-mêmes aux tueries, auxquelles participent des éléments de la population, en particulier les milices *Ansor* de la jeunesse musulmane ou, en terres non islamiques, d'autres mouvements religieux, ainsi que des fonctionnaires et notables locaux, des activistes nationalistes et socialistes, éléments qui, en de multiples endroits, se livrèrent à des exactions sans nom, viols, femmes enceintes éventrées, victimes décapitées dont les têtes étaient exposées le long des chemins vicinaux. Le *parang* ou coutelas traditionnel et la barre de fer furent

³ C'est le quotidien de l'armée, « *Angkatan Bersendjata* », qui, usant de la dilection de la langue indonésienne pour cette forme, crée l'acronyme « *Gestapu* », en lieu et place de GERakan September TigAPUluh, à savoir « Mouvement du 30 septembre ». La connotation « *gestapo* » est évidente, même s'il aura fallu, pour l'obtenir, violer au préalable la syntaxe.

leurs armes de prédilection. Dans les régions centrale et orientale de Java, où le PKI était fortement implanté et où le tiers des hommes aurait été exécuté, les canaux et cours d'eau se trouvèrent obstrués par les cadavres, entraînant des problèmes sanitaires. Le *jihād* fut lancé, mais à Bali où l'islam ne s'est pas enraciné, les prêtres hindouistes furent à la pointe de l'action. Cette frénésie organisée couvrit également maints règlements de comptes entre groupes religieux, entre ethnies, au sein de courants politiques, par exemple contre l'aile gauche du Parti nationaliste, entre autochtones et migrants. Il y eut des pogroms anti-chinois, notamment à Jakarta et dans l'île de Kalimantan, mais ils restèrent localisés et ne caractérisent pas le drame.

Les énigmes de l'intrigue

162

Le nombre des morts est évalué souvent à 600 000, mais Amnesty International parle d'un million et, au soir de sa vie, Sarwo Edhie donnera le chiffre de 2 millions. Un autre million de personnes furent emprisonnées ou astreintes à des travaux forcés dans les plantations, les mines et les chantiers de construction, cependant que des femmes furent contraintes par milliers à la prostitution. Le PKI, les organisations de masse qui lui étaient proches, leurs journaux et publications furent interdits, leurs biens saisis et toute évocation un tant soit peu positive du communisme ou du marxisme bannie. Quatre questions ne peuvent pas ne pas se poser à propos de ces événements.

1. Comment comprendre, au-delà de l'*amok*, la « frénésie guerrière » censée s'emparer de façon récurrente des peuples malais, la participation active de « civils » aux tueries ? La société indonésienne se polarisait sous la pression des contradictions internes et des tensions internationales, polarisation dont l'armée de terre avait été un acteur décisif, ce qui lui avait permis, comme nous le verrons, d'établir d'étroites relations avec les futurs groupes exterminateurs. Autrement dit, il n'y a pas eu explosion hystérique d'une partie de la population contre une autre, mais engagement coordonné de forces qui collaboraient depuis une dizaine d'années environ. La chronologie des événements et la reconstitution des faits qui a pu être établie à propos de telle ou telle région prouvent que, partout, bien qu'avec un acharnement variable selon les unités, c'est l'armée qui a donné le feu vert, orienté, conseillé et encadré les tueurs. Elle était d'ailleurs la seule à disposer de la logistique, des communications et des forces capables d'agir sur l'ensemble du territoire national. Loin d'atténuer la responsabilité de l'armée de terre, la participation de « civils » confirme que les massacres ont été voulus, organisés, planifiés.

Cette participation a démultiplié l'action des militaires et permis de signer un pacte de sang qui devait asseoir durablement le nouveau régime.

2. S'est-il agi d'un affrontement religieux, entre les musulmans et secondairement d'autres groupes de croyants, d'une part, et les athées communistes d'autre part ? Le PKI ne menait pas de propagande antireligieuse et oeuvrait au contraire à l'union des forces nationales sous la bannière de ce que Sukarno appelait le *Nasakom*, acronyme désignant l'alliance des nationalistes (*Nas*), des croyants (*a* pour *agama*) et des communistes (*kom*). De surcroît, la masse de ses adhérents était constituée de paysans, d'ouvriers agricoles, de membres du « petit peuple » (*rakyat kecil*), fort peu informés du matérialisme dialectique et préoccupés davantage de combattre la misère dans laquelle ils vivaient et les injustices dont ils pouvaient être victimes. Que le communisme indonésien ait été, à Java central et oriental, fortement implanté parmi les *abangan* c'est-à-dire ceux pratiquant un islam syncrétique, cela semble prouvé, mais n'était pas exclusif et ne jouait pas en dehors de Java. De plus, tant Sukarno que de nombreux chefs militaires, Suharto en premier lieu, appartenaient aussi à cette mouvance. En d'autres termes, les militaires n'étaient pas des jihadistes, ni des musulmans soucieux d'établir un régime islamique – depuis l'époque néerlandaise, la proportion des chrétiens parmi eux est disproportionnée – ou simplement heurtés par le prétendu comportement religieux des communistes. Ils ont sciemment exploité des préjugés, des craintes et des tensions bien antérieurs à l'essor du PKI, et présenté celui-ci comme un ramassis d'êtres sataniques et de sorciers. D'ailleurs, les dimensions religieuses et sociales étaient, comme il se doit, étroitement entrelacées : propriétaires fonciers, *priyayi* javanais (noblesse de robe traditionnelle), « bien nés » balinaï, chefs communautaires, affairistes et fonctionnaires corrompus participèrent, chaque groupe pour son compte, à la mobilisation des tueurs par le recours au religieux et en faisant jouer des allégeances et alignements ancestraux.

3. Mystérieuse, au premier abord, reste la passivité des communistes et progressistes indonésiens, qui semblent avoir attendu l'arrivée des exterminateurs sans esquisser la moindre résistance collective, alors qu'ils étaient, au moins à Java, à Bali et dans les plantations de Sumatra, nombreux et organisés. Ils ne lanceront par ailleurs aucun appel à la solidarité internationale pour tenter d'arrêter l'effusion de sang. Le premier élément de réponse est politique et dément radicalement la version officielle. On ne peut en effet comprendre qu'un parti communiste expérimenté et ayant subi la répression à de multiples moments de son histoire ait inspiré un coup d'État sans prendre les dispositions élémentaires pour faire

face à toute éventualité et protéger son appareil. A preuve, la quasi-totalité des dirigeants furent arrêtés, passés à la question et, pour certains d'entre eux – tels Aidit, Lukman et Nyoto, tous trois ministres sans portefeuille –, exécutés sans tarder, ce qui explique en partie la « passivité » du parti et de ses mouvements de masse. Par ailleurs, avant que d'être réduits au silence, ces mêmes dirigeants ont demandé aux militants de ne céder en aucun cas aux provocations qui pourraient survenir dans une « affaire intérieure » des forces armées.

Si l'on veut remonter dans le temps, deux grandes forces avaient émergé depuis le début des années cinquante, l'armée qui, au sommet de sa hiérarchie, était majoritairement anticommuniste, et d'autre part, le parti communiste et ses organisations de masse. Le PKI avait exclu le recours à la voie armée, synonyme de guerre civile, puisque l'indépendance avait été acquise en 1950. Il convenait plutôt de renforcer la fragile unité nationale, de contrer les manœuvres, pressions et ingérences impérialistes, d'édifier une économie autonome, de construire une démocratie nouvelle, ce qui impliquait une large alliance politique et sociale, l'organisation des masses populaires et le renforcement des courants progressistes, conditions du dépassement de la contradiction avec les forces armées. C'est sur cette ligne, en concordance avec celle défendue par Sukarno, que le PKI connaissait un essor tel que les analystes de l'époque voyaient dans l'Indonésie la première expérience concrète d'accession pacifique des communistes au pouvoir. Aucune preuve factuelle ne peut être retenue qui viendrait accréditer la thèse d'un complot communiste, comme l'ont fort bien démontré les travaux de plusieurs éminents spécialistes de l'Indonésie⁴.

4. La quatrième question vient en prolongement de la précédente. Les responsables communistes attendaient de Sukarno leur salut, comme il l'avait fait à diverses reprises dans le passé, en imposant une solution politique au conflit. De fait, le président de la République et plusieurs dirigeants, parmi lesquels le vice-Premier

⁴ Dès janvier 1966, Benedict Anderson et Ruth McVey publient « A Preliminary analysis of the October 1, 1965, Coup in Indonesia » sur la base des documents officiels, analyse qu'ils reprennent en 1971 et compléteront par la suite. Il conviendrait de citer également les différents articles de W.F. Wertheim. Bien entendu, des procès ont été montés contre des dirigeants du PKI, mais les aveux, obtenus par la violence, ne sont pas probants, se révèlent contradictoires et infirment en fait la responsabilité du PKI.

ministre et ministre des Affaires étrangères Subandrio, qui apparaissait alors comme le fils spirituel du « frère Karno » (*Bung Karno*), ont à plusieurs reprises tenté d'empêcher les massacres, de mettre un terme à l'hécatombe ou tout simplement d'obtenir qu'une sépulture décente fût donnée aux victimes, mais, et c'est un aspect trop souvent minoré des événements, Suharto et le général Umar Wirahadikusumah, commandant la garnison de la capitale, ne relâchèrent pas un instant l'initiative saisie le 1^{er} octobre. Ainsi, Suharto refusa, dès le premier jour, de reconnaître la nomination du général Pranoto à la tête de l'armée de terre, ce qui l'aurait placé en position subordonnée, et fit arrêter son supérieur.

Les événements permirent en vérité de faire d'une pierre quatre coups. Primo, l'armée de l'air, qui passait pour être progressiste et dont le commandement était fermement sukarnoïste, fut compromise par les prétendues exactions perpétrées à proximité de la base d'Halim et se trouva mise hors jeu. Secundo, le général Suharto et son groupe ont pu se hisser au sommet de la hiérarchie militaire en prenant la direction du nettoyage en lieu et place de Nasution, momentanément « immobilisé par sa blessure ». Le 10 octobre, Suharto crée le KOMKAMTIB, l'organisme de sécurité de l'armée et, le 14, obtient d'être nommé chef d'état-major de l'armée de terre. Tertio, le PKI fut détruit et, *last but not least*, Sukarno réduit à l'impuissance pour la simple raison que la fraction en marche de l'armée ne lui obéissait plus et que l'appui des communistes s'écroulait. Dès les premiers jours de la répression, les forces armées organisent un Front d'action étudiant, le KAMI, sigle signifiant par ailleurs « *Nous* », qui va servir de masse de manœuvre pour contrer les résistances de Sukarno et aider à sa chute. Le 11 mars 1966, des unités de l'armée encerclent le bâtiment où se tenait le conseil des ministres et Sukarno est contraint par la force de signer un décret, le *Supersemar*, confiant à Suharto le pouvoir exécutif *ad interim*⁵. Le 12, le PKI est officiellement interdit et, le 18, Suharto fait arrêter quatorze ministres, parmi lesquels Subandrio et le commandant de l'armée de l'air, Sri Muljono Herlambang. Il faudra encore plusieurs mois pour purger les forces armées, les partis et l'administration de leurs éléments sukarnoïstes, puis, en mars 1967, pour démettre le président au profit de Suharto. Enfermé dans sa résidence privée, l'« ingénieur » Sukarno mourra le 21 juin 1970. Les cérémonies sur sa tombe

⁵ En indonésien, SURat PERintah SEbelas MARet, ou décret du 12 mars, ce qui donne l'acronyme SUPERSEMAR, en connotation recherchée avec Semar, l'un des personnages les plus importants et les plus appréciés du théâtre d'ombres.

seront interdites. En bref, il y a bien eu coup d'État en Indonésie, non point sous l'action éphémère et incroyablement maladroite du « mouvement du 30 septembre », mais du fait d'une fraction de l'armée qui, « à la javanaise » dit-on souvent, c'est-à-dire par encerclement et étouffement progressifs, s'est opposée à son commandant suprême, le président Sukarno, a renversé les autorités légitimes et établi ce qu'elle appellera un « ordre nouveau » (*orde baru*).

Le « gros lot »

Pour évaluer la portée de ces événements, il suffirait de regarder un globe terrestre d'élève du primaire ou de citer Richard Nixon, qui écrivait en 1967 : « Avec ses 100 millions d'habitants et son arc insulaire de 4 500 km renfermant le plus riche trésor de ressources naturelles de la région, l'Indonésie constitue le gros lot de l'Asie du Sud-Est »⁶.

De fait, avec 1 904 570 km², plus de 17 000 îles et surtout un déploiement d'environ 5 000 km de la pointe septentrionale de Sumatra jusqu'à Merauke, la capitale de la province d'Irian Jaya, soit la distance séparant l'Irlande du Caucase, l'Indonésie est l'archipel le plus étendu du monde. Son espace maritime quadruple sa surface émergée. Qui plus est, le chapelet d'îles forme comme un pont entre le continent asiatique, qui se prolonge par la péninsule malaise, et le continent australien, en même temps qu'un barrage ou une barrière entre l'océan Pacifique et l'océan Indien avec, pour passes obligées de l'un à l'autre, le détroit international de Malacca dont, avec la Malaisie, il garde les rives, les détroits de Sunda entre Sumatra et Java, de Lombok entre l'île éponyme et Bali, d'Ombar-Wetar au nord de Timor, qui se trouvent dans son espace maritime. Par sa localisation et sa profondeur, ce dernier passage offre aujourd'hui le trajet le plus court et le plus rapide aux sous-marins nucléaires américains navigant entre les bases de Guam et de Diego-Garcia. Par ailleurs, grâce aux très fortes densités de l'île de Java et à la croissance démographique de la deuxième moitié du xx^e siècle – ralentie, celle-ci avoisine encore 1,6 % l'an –, l'Indonésie compte aujourd'hui près de 220 millions d'habitants, ce qui la place au

⁶ Richard Nixon : « Asia after Vietnam », *Foreign Affairs*, octobre 1967. C'est dans cet article que sont énoncés les éléments de la « doctrine Nixon » en Asie qui sera poursuivie après l'élection du signataire à la présidence des Etats-Unis.

quatrième rang mondial et fait d'elle le pays musulman le plus peuplé de la planète.

Archipel de haute civilisation dont furent porteurs les royaumes de Sumatra, Java et Bali, cette Insulinde avait établi de denses relations avec le monde indien, dont lui sont venus notamment l'hindouisme, le bouddhisme, puis l'islam, la Chine, le Japon, les États de la péninsule indochinoise (Champa, Cambodge, Dai Viet, Siam) et joué dans l'économie-monde asiatique un rôle éminent dont les apogées correspondent au royaume de Shrivijaya (x^e-xiv^e siècle), centré sur Sumatra, puis au grand empire maritime et javanais de Mojopahit⁷. Sa réputation d'îles aux épices était connue des Européens et, dès l'installation des Portugais à Malacca en 1511, commencent leurs rivalités pour le poivre, le clou de girofle, la noix de muscade ou la cannelle, course dont, comme on sait, sortirent victorieux les Hollandais au tournant du xvi^e et du xvii^e siècles, les Portugais ne conservant, mais jusqu'en 1975, que la partie orientale de l'île de Timor.

Les Indes néerlandaises offrent la plus longue, la plus complète et la plus exemplaire histoire de la colonisation européenne à ses différentes phases (compagnie à monopole des Indes orientales, système des cultures forcées ou *kultuur stelsel*, colonisation « morale », plantations et grandes sociétés à dimension transnationale, telles la Royal Dutch Shell ou Unilever), ainsi que par l'intensité de l'exploitation des hommes et des ressources qui y fut menée, ce pour quoi elles servirent de modèle aux autres entreprises impériales dans la région. Aux épices s'ajouteront la canne, le cocotier, le tabac, le café, le thé, l'indigo, le quinquina dont on obtient la quinine, les bois tropicaux, les produits de la mer, puis les plantations d'hévéa et de palmier à huile, l'étain, le cuivre, le soufre et l'or, le pétrole et le gaz naturel⁸. A la veille du deuxième conflit mondial, les Indes néerlandaises fournissaient notamment 90 % de la production mondiale de quinine, 86 % du poivre, 75 % du kapok, 37 % du caoutchouc, 38 % du coprah, 19 % du thé, etc. Si riche était la manne qu'il devint difficile à la métropole de fermer la porte aux capitaux britanniques et américains, lesquels prirent des positions

⁷ Voir le maître ouvrage, en trois volumes, de Denys Lombard, *Le carrefour javanais*, EHESS, Paris, 1990.

⁸ « L'histoire de la colonisation n'offre pas d'exemple plus typique d'une métropole exploitant sa colonie méthodiquement et à son seul profit » (E. Chassigneux : « Van den Bosch » in « Les techniciens de la colonisation », Paris 1946, cité par Jean Bruhat, *Histoire de l'Indonésie*, PUF, 1958, p. 68).

dans les plantations et le pétrole. On peut comprendre pourquoi, dans l'ouverture de la troisième phase du versant asiatique de la Seconde Guerre mondiale, celle que l'on appelle la « guerre du Pacifique », les Indes néerlandaises constituèrent le principal enjeu économique de l'affrontement. A l'impérialisme nippon, elles offraient les ressources en matières premières stratégiques qui lui manquaient pour affilier l'Asie orientale à sa domination, le pétrole en premier lieu. Leur contrôle était censé affaiblir le rival américain qui, pour près d'une vingtaine de produits (latex, étain, quinquina notamment), était dépendant des productions du fécond archipel.

La dépendance de l'archipel vis-à-vis de l'étranger s'était calcifiée dans une division strictement verticale du travail, l'archipel ne disposant d'aucune activité industrielle en dehors d'une transformation élémentaire de certains produits de base et d'une très limitée production de biens courants⁹. La désarticulation s'est creusée entre systèmes et régions de production, de la plantation hyper productive à l'agriculture sur brûlis (*ladang*), assez bien décrite par l'école française de « géographie tropicale ». La paupérisation des masses populaires fut accentuée par l'amorce de la transition démographique et la Grande dépression. Mais la colonisation néerlandaise fut également exemplaire par sa gestion politique et sociale des « naturels », racisme organique, paternalisme, activation de la bigarrure géographique, ethnique, religieuse et sociale, instrumentalisation des élites traditionnelles, négation obstinée des exigences démocratiques et nationales. Ceci est d'autant plus remarquable que la métropole avait été le berceau européen de la tolérance, de la liberté de pensée, des droits de l'homme et qu'elle avait été secouée par les révélations de certains ouvrages sur les réalités de la « mission civilisatrice » aux îles. Si des mesures de santé publique furent prises, la malnutrition restait généralisée et aucun effort ne fut entrepris pour former des « cadres indigènes ». A la veille de la Seconde Guerre mondiale, 1 786 Indonésiens seulement suivaient l'enseignement des lycées « créoles » et, en dépit de la multiplication des écoles musulmanes (*pesantren*), en relation avec

⁹ Au cours du voyage qu'il effectua en Indonésie en 1950, Roger Vailland s'est interrogé sur l'existence d'une « bourgeoisie nationale » et n'en a trouvé des éléments que parmi les petits industriels de « batik ». Bien qu'il contienne quelques inexactitudes, le livre conserve l'acuité de regard, de pensée et de style qui est la marque de l'écrivain. Publié en 1951 chez Corrêa, *Boroboudour, voyage à Bali, Java et autres îles* a été récemment réédité par Kailash.

la montée des aspirations nationales, l'analphabétisme frappait alors 90 % de la population.

Le complot dans le complot

Le parti communiste et ses organisations de masse connaissaient un essor remarquable qui plongeait ses racines dans les rapports sociaux du pays et dans le rôle joué par lui depuis un demi-siècle au sein du mouvement national, mais qui s'expliquait également par l'énorme travail d'éducation populaire et politique auquel le PKI se livrait alors, ainsi que par les convergences entre sa ligne et les évolutions que connaissait celle de Sukarno. Ce dernier a été souvent représenté comme l'archétype de la première génération des dirigeants des indépendances, charismatique certes, mais plus attaché au pouvoir de la parole qu'aux mesures efficaces, plus soucieux de sa gloire personnelle que d'action économique, plus enclin aux provocations internationales qu'aux réalisations sociales. A quoi s'ajoutaient son goût marqué pour les belles femmes, son indulgence vis-à-vis des corrompus, une confiance excessive dans ses talents d'équilibriste politique. Plus les tensions montaient à l'intérieur et à l'extérieur du pays, plus le portrait qui était fait de lui dans le « monde libre » devenait caricatural et la désinformation grossière. Sukarno n'était pas sans faiblesses, et c'est un euphémisme, mais son rôle fut capital dans la constitution de la nation à partir d'un kaléidoscope d'ethnies, de religions, de langues et de dialectes (plus de 330), dans la formation du sentiment national après des siècles d'humiliations et de paternalisme colonial, dans l'affirmation de l'Indonésie sur le plan international. L'action qui fut la sienne dans l'émergence des mouvements afro-asiatique et non aligné vient en prolongement direct de celle qu'il mena à l'intérieur du pays. Sans nul doute sa vision du développement économique et social de la jeune république était plus « populiste » – il affirmait agir au nom du « petit peuple » dont il avait décrit l'archétype sous le nom de *Marhaen* – que véritablement transformatrice, mais c'est aussi qu'il voulait maintenir les alliances et équilibres entre classes et groupes sociaux sans lesquels, selon lui, l'unité du pays se briserait.

Si le PKI voyait son audience s'étendre, il se heurtait aussi à des contradictions et à des oppositions puissantes. La « démocratie dirigée » ne l'empêchait pas d'agir, mais la suspension des élections ne lui permettait pas de conquérir de nouvelles positions de responsabilité. Il avait trois ministres, mais sans portefeuille. Des réformes positives étaient adoptées mais pas toujours appliquées, et lorsqu'en 1964, après avoir d'ailleurs mené une longue enquête sur la situation dans les campagnes, il soutint les « actions unilatérales »

(*aksi sefihak*) engagées par les paysans sans terre de Java, de Bali et du nord de Sumatra pour faire appliquer la législation agraire, il se heurta aux résistances des propriétaires *santri* (musulmans pieux) et/ou nationalistes, et fut contraint de mettre un terme au mouvement sur la demande de Sukarno. La plupart des entreprises néerlandaises et britanniques qui avaient été confisquées furent placées sous la gestion d'entreprises de l'armée ou dirigées par des militaires, ce qui donnait à l'institution un poids de plus en plus déterminant dans l'économie nationale, les échanges internationaux et les relations sociales. L'armée resserrait ses liens avec les autorités locales, avec les organisations et mouvements de la société civile – elle créa par exemple sa propre centrale syndicale, en opposition au SOBSI proche du PKI –, avec les confréries et associations religieuses, notamment le mouvement *Ansor*. Elle se constituait en État dans l'État et étendait son hégémonie au sein du corps social. La « démocratie dirigée » institutionnalisait ce rôle, puisque l'armée occupait plusieurs postes ministériels effectifs et qu'elle avait, en tant que « groupe fonctionnel », ses représentants au sein du parlement désormais nommé. Lorsque le PKI critiquait les capitalistes bureaucrates (*kabir*) comme groupe se constituant en classe prédatrice et exploiteuse par le contrôle de la rente de pouvoir, il condamnait des pans entiers de la hiérarchie militaire (et de la bureaucratie civile).

Mais les forces armées restaient divisées, entre les armes et leurs traditions respectives, ce qui est banal même pour une armée si jeune, mais aussi en fonction des origines sociales, régionales, familiales ou religieuses, des convictions politiques et morales, des rapports personnels, des factions. Le « mouvement du 30 septembre » en fut un reflet : les « mutins » étaient des officiers de rang intermédiaire non encore gangrenés par l'atmosphère délétère de la capitale ou la gestion de la rente de pouvoir, ils entendaient bien « purifier » les forces armées et non point prendre le pouvoir pour leur compte. Aussi la première question porte-t-elle sur l'existence d'un « conseil des généraux » dirigé par le général Yani et sur les préparatifs de coup d'État auquel le « mouvement du 30 septembre » aurait voulu faire obstacle. L'existence d'un « conseil » est plus que probable, mais vraisemblablement moins pour préparer un coup d'État contre Sukarno qu'à des fins factionnelles de gestion et de promotion des personnels. Notoirement corrompu, ce groupe restait cependant fidèle au président ou sous l'emprise de son charisme. De son côté, Nasution, qui ne paraît pas en avoir fait partie, passait pour être personnellement intègre, partisan d'un changement radical d'orientation et pourtant incapable de faire face à Sukarno en cas de différend.

Si on va un peu plus loin, on ne peut qu'être frappé par le fait que les animateurs du « mouvement du 30 septembre », à Jakarta – le lieutenant-colonel Untung, le colonel Abdul Latief, le brigadier-général Supardjo – et à Semarang, dans la partie centrale de Java, dont il avait momentanément pris le contrôle – le colonel Suherman, le major Usman – avaient tous été les subordonnés de Suharto en tant que membres de la division *Diponegoro*, dont celui-ci avait été le commandant et dont le QG se trouvait justement à Semarang. Les relations personnelles étaient restées fortes entre ces hommes et leur chef. Mieux, Suharto avait été informé par Latief de l'activité du « conseil des généraux » et de l'action préemptive que le « mouvement du 30 septembre » allait entreprendre, informations qui avaient été également portées à la connaissance du commandant de la garnison de Jakarta, le général Umar Wirahadikusumah. On peut comprendre pourquoi les mutins ne cherchèrent point à arrêter ces deux hommes, ils étaient considérés comme des alliés. Non seulement Suharto n'a pas prévenu ses supérieurs hiérarchiques, Yani et Nasution, ni d'ailleurs le président Sukarno, chef suprême des armées, mais il a eu le loisir de préparer sa riposte et de saisir l'initiative. A moins que le « mouvement du 30 septembre » n'ait été téléguidé tout du long par lui, au moment même où deux de ses fidèles, Ali Murtopo et Benny Murdani, qui allaient devenir des pièces maîtresses de l'« ordre nouveau », établissaient des relations clandestines avec les États-Unis, avec d'anciens responsables du PRRI/Permesta, ainsi qu'avec les dirigeants malais et singapouriens

Une divine surprise

Les autorités et les médias américains n'ont pas manqué de se réjouir de l'écrasement du PKI et de l'éviction de Sukarno. Alors que l'engagement direct des États-Unis prenait un caractère massif au Vietnam et qu'un « second front » semblait se former en Asie du Sud-Est, il s'agissait bien là d'un retournement de situation heureux, mais la thèse fut constamment soutenue que ces événements n'avaient constitué qu'une divine surprise. Certes, la junte militaire a immédiatement bénéficié d'un soutien politique et, dès son installation, l'« ordre nouveau » recevra une considérable assistance financière et technique, sur les plans bilatéral et multilatéral (Banque mondiale), ainsi que par le truchement d'un consortium ad hoc de pays développés, l'IGGI ou Inter-Governmental Group for Indonesia. Il n'en demeure pas moins que les décisions auraient été prises et le sale boulot accompli par les Indonésiens eux-mêmes, sans aide ni conseil de qui que ce soit, si ce n'est l'encouragement qu'aurait représenté pour eux l'escalade en cours au Vietnam.

Il faut reconnaître que peu d'informations filtreront par la suite. On a fini néanmoins par admettre l'enquête de la journaliste Kathy Kadane, reprise en mai 1990 dans quelques quotidiens américains, révélant que la station de la CIA à Jakarta avait transmis aux militaires la liste qu'elle avait établie de 4 000 cadres communistes, du niveau national au niveau municipal, ce qui permettra de décapiter rapidement le PKI. De l'argent fut également remis aux généraux par le truchement de certains hommes politiques et, alors que le nettoyage commençait à s'étendre sur l'ensemble de l'archipel, des jeeps furent livrées, ainsi que les indispensables téléphones de campagne sans lesquels il aurait été difficile de coordonner les opérations ¹⁰. Certains des télégrammes diplomatiques ont été publiés, qui confirment que le cours des événements était suivi avec attention à Washington et que des instructions avaient été données à l'ambassade des EU par le secrétaire d'État Dean Rusk afin que celle-ci veille à maintenir le tempo des massacres. Le nouvel ambassadeur était Marshall Green, qui avait été chargé d'affaires en 1961 à Séoul, au moment du coup d'État assisté du général Park Chung Hee, et avait acquis un certain savoir-faire dans la manipulation des mouvements d'étudiants. Or, les généraux indonésiens créèrent une série de « fronts d'action », des étudiants (KAMI), des collégiens (KAPI), des lycéens (KAPPI), des diplômés (KASI), dont ils firent un usage intensif jusqu'au renversement de Sukarno ¹¹.

Il serait cependant réducteur de tout ramener à l'activité des services secrets américains, voire de la seule CIA, et pas uniquement parce que cela conduirait à négliger le rôle des agents britanniques et des réseaux japonais. Dans la mesure même où l'Indonésie constituait le « gros lot » d'une région déterminante dans l'affrontement entre les systèmes, les actions clandestines et autres manoeuvres de l'ombre n'étaient que la continuation ou l'adjuvant obscur de la

¹⁰ Cf. « More from Kathy Kadane », lettre au rédacteur en chef de la *New York Review of Books*, 10 avril 1997.

¹¹ En 1966, on disait à Jakarta que l'Indonésie était régie par les « quatre verts » (*hampat hidjau*) à savoir, le vert de l'islam, le vert des bérets des para-commandos, le vert de la KAMI et l'ambassadeur Green. Celui-ci était le parfait exemple du « *trouble-shooter* », de l'expert en coups fourrés dont, à l'exception de cinq années à Stockholm, la carrière s'est entièrement déroulée en Asie et dans le Pacifique. C'est pendant son ambassade en Australie que le gouvernement travailliste de Whitlam sera renversé par un coup d'État « légal ».

politique. Or, on peut distinguer trois phases dans celle des États-Unis. Dans un premier temps, convaincre les Pays-Bas de céder au vent de l'histoire et de passer la main à la super puissance, puisque tout laissait espérer que l'Indonésie indépendante serait correctement alignée. Ces espoirs seront déçus par l'engagement du pays dans le mouvement afro-asiatique et le mouvement des non-alignés, par son refus d'entrer dans l'OTASE, par les relations amicales qu'il établit tant avec l'Union soviétique qu'avec la Chine populaire, la montée en puissance du PKI constituant un élément éminemment aggravant. Aussi, pendant la présidence Eisenhower et sous l'impulsion personnelle de John Foster Dulles, un soutien actif fut-il accordé aux forces de droite et les États-Unis s'impliquèrent-ils directement dans le soulèvement PRRI/Permesta. Le fiasco ne pouvant être caché, le cours fut rectifié et, un peu plus tard, l'administration Kennedy adoptera une ligne plus dialectique, dont l'ambassadeur Howard Jones fut l'exécutant fidèle pendant sa longue mission, de 1958 à mai 1965 : soutenir les courants « réalistes » et les forces « saines » de l'Indonésie, tout en évitant de se couper de Sukarno dont on supportera, autant que faire se peut, les fougades et les excentricités, et dont on préparera la relève. C'est ainsi que les États-Unis presseront les Pays-Bas pour qu'ils rétrocèdent l'Irian Barat (Papouasie occidentale), où d'ailleurs des perspectives juteuses s'offraient aux firmes américaines.

Faire évoluer l'Indonésie de l'intérieur consistait à placer et à pousser un certain nombre de pions, grâce aux relations officielles, ainsi que par la diplomatie informelle des organismes non étatiques, fondations, universités, centres de recherche, etc., et par celle des entreprises privées. La jeune république manquait cruellement de cadres modernes et notamment d'économistes non influencés par le marxisme. Des programmes de formation universitaire et post-universitaire, auxquels participèrent notamment le MIT, l'université de Berkeley et celle de Cornell, furent généreusement financés par la fondation Ford. Ainsi prit corps la « mafia de Berkeley » qui, autour du Dr Sumitro, dirigera l'économie du pays dès le renversement de l'« ordre ancien ». Des relations étroites et discrètes furent établies avec les partis les plus anticommunistes et des hommes politiques. L'investissement le plus important fut en direction de l'armée : assistance militaire, vente de matériels à des conditions préférentielles, formation de milliers d'officiers. Du fait du rôle économique grandissant que jouaient les forces armées indonésiennes, il faut également inclure les transactions, accords et coopérations établis par les firmes américaines, en particulier dans le pétrole (Caltex, Stanvac). Lorsque les relations bilatérales se dégradèrent, les crédits civils furent interrompus pour faire pression,

ce qui conduisit Sukarno à lancer à l'ambassadeur Jones son célèbre « Allez au diable avec votre aide ! », pendant que la coopération militaire et les transactions plus ou moins licites avec les entreprises de l'armée se poursuivaient.

Il y a plus. L'*establishment* politique et intellectuel américain avait cherché à théoriser la croissance économique du tiers-monde, au point d'en décrire les « étapes » successives, mais la réflexion portait aussi sur ce qu'on n'appelait pas encore le « *State building* » et le « *Nation building* », la construction d'États et de nations modernes dans les territoires accédant à l'indépendance. Le souci était moins de promouvoir la démocratie que de dégager les élites capables d'assurer une modernisation ordonnée et, en s'inspirant des expériences latino-américaines, de celles de la Turquie kémaliste et du Japon de Meiji, c'est dans les forces armées que l'on pensait avoir trouvé le seul agent déjà existant, ou en voie de consolidation rapide, pour mener à bien cette complexe transformation. De fait, assurait-on, l'armée a une structure rationnelle reposant sur la discipline, ce qui l'incline à vouloir maintenir l'ordre à l'intérieur des frontières ; elle n'est pas soumise aux pressions populaires ni aux échéances électorales, mais constitue en même temps le plus effectif vecteur de promotion sociale, même lorsque sa hiérarchie est liée aux groupes dominants de la société ; elle est conduite à utiliser des matériels et des équipements modernes, ce qui la familiarise avec les sciences et les techniques, la conduit à rechercher l'assistance de l'Occident (encore que l'Union soviétique était en mesure de rivaliser sur ce point, qui ne cessa d'être un des enjeux de la « guerre froide ») dont elle deviendra vite dépendante pour la formation de ses cadres et pour son approvisionnement en pièces détachées. L'âge d'or de cette théorie correspond aux administrations Kennedy et Johnson, qui accordèrent une attention stratégique nouvelle au tiers-monde.

L'Asie offrait déjà plusieurs types de régimes militaires – Pakistan, Birmanie, Thaïlande, Laos, Vietnam du Sud, Corée du Sud et Taiwan – , mais c'est sans doute à propos de l'Indonésie que la réflexion avait été poussée le plus loin, sous l'impulsion constante du *cold warrior* Guy Pauker, qui enseigna à Berkeley, travaillait à la rédaction de rapports pour le compte de la RAND Corporation, le « *think tank* » alors le plus influent parce que le plus directement lié au bras armé du pouvoir américain, et prolongeait ses travaux intellectuels par des exercices pratiques. En bref, l'évolution de l'archipel est telle qu'après l'échec du PRRI/Permesta, le seul obstacle à une prise de pouvoir pacifique par le PKI est l'armée, qui doit prendre ses responsabilités. Mieux, du fait de la complexité de la nation et des faiblesses de l'État, l'armée est conduite à adjoindre à son monopole de la violence « légale » un rôle économique, social et culturel, qui fera

d'elle l'agent structurant du pays, du niveau national jusqu'à ceux du village et du bloc de maisons, en même temps que l'*hegemon* idéologique. C'est ce qui deviendra la ligne officielle de l'« ordre nouveau » sous le vocable de la « double fonction » (*dwi-fungsi*) des forces armées indonésiennes. Or, comme nous l'avons vu, bien avant le renversement de l'« ordre ancien », l'armée avait tissé un réseau dense de coopération avec une série de groupes appartenant à la société civile, si bien que le coup d'État du général Suharto apparaît comme le point d'aboutissement de ce travail de termites à l'intérieur de l'État et de la société. Les théoriciens français, britanniques et américains de la « guerre révolutionnaire », qui faisaient florès à l'époque, utilisaient le concept plus élaboré de constitution de « hiérarchies parallèles ». C'est bien à cette action subversive qu'appelaient Pauker, mais à son grand dam, trop d'officiers indonésiens restaient sous l'influence de Sukarno dont tout indiquait pourtant qu'il frayait la voie au PKI. Il convenait donc de préparer des équipes qui sauraient assumer pleinement les responsabilités historiques de l'armée et, si nécessaire, franchir le Rubicon. Le meilleur ami de Pauker au sein de l'armée indonésienne était le général Suwanto qu'il aida à créer, sur le modèle de Fort Leavenworth, l'École d'état-major et de commandement de l'armée indonésienne (SESKOAD) de Bandung. Celle-ci accueillit en octobre 1959 celui qui n'était alors que le colonel Suharto et qui, par un juste retour des choses, fera du général Suwanto l'un de ses conseillers les plus influents.

La SESKOAD fut la matrice du changement de régime au sens où elle en forma les principaux acteurs et fournit l'argumentaire idéologique. Cela permet de revenir à la principale énigme qui est de comprendre comment l'initiative fut saisie par le général Suharto, alors que celui-ci, après avoir dirigé les troupes censées conduire la lutte armée pour la récupération de l'Irian Barat, occupait à nouveau des fonctions importantes dans le cadre de la *konfrontasi* avec la Malaysia, mais restait le subalterne et de Nasution et du groupe du général Yani. Un autre groupe s'était formé autour de Suharto, qui aurait pris de vitesse le « conseil des généraux » et le clan de Nasution, pour engager d'un même mouvement le processus d'extermination du PKI, l'éviction « à la javanaise » de Sukarno et la purge des forces armées. Qu'un tel groupe existait, cela est confirmé par le fait qu'il constitua le noyau de l'« ordre nouveau ». Formé de militaires, pendant une vingtaine d'années, l'« ordre nouveau » fut classiquement dirigé par une junte militaire, avant que le pouvoir patrimonial de Suharto, de sa famille et de ses compères ne s'impose –, il agrégeait le Dr. Sumitro, le sultan de Yogyakarta Hamengku Buwono IX et d'autres intellectuels socialistes, la « mafia de Berkeley », tous de vieilles connaissances des États-

Unis, cependant que furent écartés, au fil de la consolidation du pouvoir, aussi bien Nasution que le colonel Sarwo Edhie et les groupes manipulés de l'*Ansor* ou les « fronts d'action » étudiants. Un maître plan avait-il été établi, dont la complexité machiavélique n'est pas étonnante en soi pour l'Indonésie, et était-il en coordination opérationnelle avec les différents organes américains, CIA comprise, au-delà de l'imprévisible et des frictions de toutes sortes qui accompagnent un renversement d'une telle ampleur ?

Le règne de l'oiseleur

Une autre question porte sur l'articulation du drame indonésien et de l'escalade au Vietnam. Elle a été bijective au sens où, selon les responsables américains, l'escalade a ouvert la voie au nettoyage sanglant et où, en retour, l'escalade a pu se poursuivre pendant tout un temps parce que ses arrières avaient été nettoyées. En 1966, par la « déclaration de Manille », le président Johnson mobilisait ses alliés australiens et néo-zélandais, ainsi que ses supplétifs thaïlandais, philippins et sud-coréens dans la guerre contre le peuple vietnamien. L'Indonésie des généraux n'y participa pas, mais aidera à organiser le renversement du roi Sihanouk au Cambodge et à former les cadres du régime de Lon Nol, sans que cette contribution eût brillé par son efficacité. La confrontation avec la Malaisie prit fin discrètement dès 1966 et, celle-ci une fois close, on passa à la liquidation des guérillas du Sarawak. Dès les premiers jours de la *konfrontasi* d'ailleurs, les militaires indonésiens, Suharto en premier lieu, s'étaient entendus avec leurs adversaires pour que la guerre restât simulée. L'administration Nixon vit dans le retournement de la situation en Indonésie un élément fondamental de la « doctrine » dite de Guam qui signifiait la « vietnamisation » de la guerre et la consolidation stratégique de l'arc anticommuniste en Asie du Sud-Est : naissance de l'ASEAN en 1967, création de la Banque asiatique de développement, déploiement de la « révolution verte », introduction des capitaux et de l'aide publique du Japon dans l'ensemble de la région, toutes choses qui rendent d'autant plus remarquable la victoire du peuple vietnamien.

De cette grande stratégie régionale, l'Indonésie devait être et le laboratoire et la vitrine. Rarement un régime aussi sanguinaire n'aura bénéficié d'une telle impunité et de faveurs aussi grandes de la part de tous les gouvernements du « monde libre », sans exception aucune, impunité et complaisance qui ne peuvent s'expliquer que par le pacte de sang scellé à l'échelle internationale et par l'abondance du butin. Une fois encore, l'archipel peut servir de modèle, de « mal-développement » qui maintient le pays au 111^e rang pour l'IDH, de

dictature corrompue jusqu'à l'os et corruptrice de tout, de la langue nationale, des esprits, des religions, des comportements ancestraux, des idéaux nationaux et des vertus républicaines, des institutions, modèle de « copinage » et d'« acoquinage », ayant creusé les inégalités sociales et territoriales, secrété une classe moyenne de prébendiers mais incapable d'engendrer une « bourgeoisie nationale » digne de ce nom, modèle enfin dont la crise de 1997 a marqué la faillite ¹². Tout lui fut pardonné, l'enfermement pendant des décennies, et sans le moindre jugement, de détenus politiques (*tapol*) classés de façon arbitraire en trois catégories définies en fonction de leur prétendue implication dans le « mouvement du 30 septembre », excusées les exécutions ou les libérations décidées selon des cheminements complexes et jamais révélés, oubliés les *E.T.*, pour ex-*tapol*, astreints à résidence et frappés d'interdits professionnels, leurs familles discriminées et placées sous contrôle collectif, encensé même ce trop long règne de l'oiseleur dont on savait que la main pouvait étrangler à tout moment, comme ce fut le cas en 1967-1968 contre une tentative de résistance armée de communistes autour de Blitar, dans la partie centrale de Java, puis en 1974 après les émeutes antijaponaises de Jakarta, plus tard encore contre des musulmans, et contre de petits truands exécutés par des « ninjas » escadrons de la mort, ou lors de pogroms antichinois destinés à détourner la colère des pauvres, et tout simplement pour faire comprendre que l'ombre des massacres de 1965 continuait à planer sur le pays. Justifiés aussi furent le pillage de l'Irian Barat et les exactions contre ses populations, la répression du mouvement autonomiste d'Aceh, l'annexion militaire du Timor oriental qui venait de voir s'écrouler la dictature portugaise, conquête autorisée par Henry Kissinger et que suivirent de nouveaux massacres, une famine organisée et la disparition du tiers de la population ¹³.

¹² En parlant d'absence de « bourgeoisie nationale », on ne cherche pas ici à rejeter la « communauté » chinoise dont le poids économique s'est accru sous l'« ordre nouveau », mais il s'agit d'un « capitalisme paria » au sens où il a besoin de la protection physique du pouvoir établi et dépend dans ses activités économiques des relations établies avec des « hommes forts ». Les hommes réputés les plus riches du pays, Liem Sioe Liong (groupe Salim) et « Bob » Hassan, sont des *cukong*, ou intermédiaires chinois, avec lesquels Sukarno et sa femme Tien (surnommée *ten per cent*, 10 %) étaient en affaires depuis l'époque du commandement de la division Diponegoro.

¹³ Le baigne de Buru est le plus célèbre de ceux où furent parqués les *tapol*, parce que Pramudya Ananta Tur y fut relégué jusqu'à la fin de 1979.

Si la participation active des organes américains n'était pas nécessaire à toutes les étapes du changement de régime, le mode opératoire, qui s'était révélé si efficace, fut repris en tout ou partie par la suite. Ainsi, l'« opération Phoenix » de liquidation des cadres du FNL au sud du Vietnam, après l'« offensive du Têt » de 1968, reposait sur l'exploitation des listes nominatives dressées par la CIA. Par ailleurs, alors que se préparait le renversement du gouvernement Allende, des cartes portant les mots « *Djakarta se acerca* » (« Jakarta s'approche ») parvinrent aux domiciles de syndicalistes et de généraux. Et pour cause, le modèle indonésien fut repris quasiment à l'identique au Chili. La campagne de désinformation menée à l'intérieur et à l'extérieur du pays – en Indonésie, le bruit courut que Sukarno était à l'article de la mort, qu'un navire chinois bourré d'armes destinées au PKI faisait route vers l'archipel et qu'une course de vitesse était engagée entre ce dernier et le « conseil des généraux », ou encore avec Nasution –, jointe aux pressions financières et au sabotage interne de l'économie, à la raréfaction des denrées de base et à une forte hausse des prix, débouchait sur la polarisation croissante de la vie politique et des relations sociales, cependant que des hiérarchies parallèles étaient constituées autour des forces armées. Cette stratégie de la tension devait conduire jusqu'au point de rupture qui rendrait « inévitable » et « légitime » le coup d'État militaire. La différence est qu'au Chili, on se contenta de faire circuler un prétendu « plan Z » de prise de pouvoir par les communistes, alors qu'en Indonésie, un coup improvisé par des officiers vertueux, et prétendument manipulés par les communistes, ouvrit et permit celui de leur supérieur hiérarchique. Le jeu y avait été plus subtil encore.

Nombre de ses ouvrages ont été traduits en français, mais pas encore le « Quartet de Buru ». On lira avec profit Anton Aropp : « Dissidence, Pramoedya Ananta Toer, itinéraire d'un écrivain révolutionnaire indonésien », éditions Kailash, Paris, 2004.